



Comment Israël exporte ses pratiques criminelles aux États-Unis

Ramzy Baroud - *Les empreintes israéliennes sont de plus en plus apparentes dans l'appareil sécuritaire américain. Cela n'augure rien de bon pour les Américains.*

Le projet de [loi S.720](#) du Sénat américain aurait dû avoir l'effet d'un avertissement. Ce projet de loi, rédigé par le groupe de pression israélien, [American Public Affairs Committee](#) (AIPAC), dans le cadre de son « [2017 lobbying agenda](#) » doit punir toute personne ou entreprise qui boycotte Israël en raison de ses violations des droits de l'homme et des Palestiniens.

La [punition extrêmement dure](#) pourrait atteindre un million de dollars d'amende, et aller jusqu'à 20 ans de prison. Bien que le boycott politique [ait été certifié](#) comme un droit par la Cour suprême des États-Unis, le Congrès veut faire du boycott d'Israël l'exception, même si cela revient à nier les principes de la démocratie américaine.

Pourtant, les protestations sont en grande partie étouffées. Les principaux médias américains n'ont toujours pas questionné à ce propos les législateurs américains, alors que des centaines de ces élus ont déjà approuvé cette initiative inacceptable.

Critiquer Israël est toujours un tabou aux États-Unis, où le Congrès se soumet aux pressions et pots-de-vin des lobbies, et où le discours des médias sur l'occupation militaire israélienne illégale de la Palestine est encore moins critique que celui des médias israéliens eux-mêmes.

Cependant, l'infiltration du gouvernement américain n'est pas nouvelle. Elle ne fait que se renforcer, en raison de l'absence de suffisamment de voix critiques capables de créer un semblant d'équilibre ou au moins un débat sérieux sur la question.

Pendant des années, les citoyens américains ordinaires ont été tenus éloignés de toute discussion sur Israël et la Palestine. Le sujet paraissait étranger, pollué par la propagande hollywoodienne, les préjugés sur la religion et le manque de compréhension de l'Histoire.

Mais ces dernières années, Israël est devenu partie intégrante de la vie américaine, même si la plupart des gens n'ont pas conscience de l'influence israélienne.

« Au lendemain du 11 septembre 2001, Israël a mis à profit son expérience de plusieurs décennies en tant que force d'occupation pour se positionner comme un leader mondial de la lutte contre le terrorisme », a [rapporté Alice Speri](#) dans l'Intercept.

L'image de marque à succès a valu en retour aux entreprises de sécurité israéliennes des milliards de dollars. Ces gains massifs sont le résultat de l'exploitation de la peur américaine du terrorisme, tout en présentant Israël comme un modèle de lutte contre le terrorisme.

Au cours des deux dernières décennies, des centaines de hauts fonctionnaires fédéraux et des milliers d'officiers de police ont à ce jour [reçu une formation](#) en Israël ou par le biais de séminaires et d'ateliers organisés par les [compagnies israéliennes](#).

Des groupes comme l'AIPAC, l'Anti-Defamation League (ADL) et l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale sont, à divers degrés, impliqués dans la [transformation de la force de police](#) américaine en unités militarisées similaires à la structure de la police israélienne.

En tant que puissance occupante, Israël a brouillé les frontières entre la police et l'armée. Dans des zones comme Jérusalem-Est en Palestine occupée, les deux appareils se comportent de la même manière. Ils « [tirent pour tuer](#) » à la suite de la moindre provocation ou de la [moindre suspicion](#).

Souvent, sans aucune raison du tout.

Alex Vitale, auteur et professeur de sociologie à Brooklyn College, parle de la [nature des voyages réguliers](#) effectués par les agents fédéraux et les policiers américains en Israël.

« Une grande partie du maintien de l'ordre que les gens observent et dont on parle pendant ces voyages est le maintien de l'ordre dans un [contexte non démocratique](#). »

Ce « contexte non démocratique » implique le maintien de l'ordre, l'humiliation et souvent le [meurtre pur et simple](#) des Palestiniens sous occupation. Au lieu de faire pression sur Israël pour qu'il cesse d'occuper les Palestiniens, le gouvernement américain importe l'expertise israélienne dans ses propres villes.

En effet, le phénomène de mimétisme avec l'armée américaine fait ressembler les flics locaux à une « force d'occupation » plus qu'à des individus dont la mission serait de protéger le public.

Israël exporte ses tactiques d'occupation vers les États-Unis, avec des sous-traitants militaires israéliens ouvrant des filiales à travers le pays, faisant la promotion de leurs technologies de surveillance, de leurs murs, de leur matériel de surveillance des frontières et de leurs pratiques violentes.

Les Américains devraient s'inquiéter, mais la plupart d'entre eux sont inconscients de cette tendance plutôt effrayante car les médias mettent rarement en lumière l'influence militaire israélienne croissante sur la vie américaine.

Une société israélienne, [Elta North America](#), (une filiale de l'industrie aérospatiale israélienne) a été l'une des huit sociétés à avoir reçu une somme très importante d'argent pour produire un prototype de mur que les États-Unis ont l'intention de construire le long de la frontière américano-mexicaine.

Le mur était l'une des principales promesses faites par Trump au cours de sa campagne pour la Maison Blanche. Israël a été le premier pays à se précipiter pour soutenir les propos ségrégationnistes de Trump.

« Le président Trump a raison, j'ai construit un mur le long de la frontière sud d'Israël, il a stoppé toute immigration clandestine, un grand succès, une excellente idée », a alors [tweeté](#) le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Bien que son soutien à Trump ait irrité le Mexique et de nombreux Américains, Netanyahu avait une trop bonne idée des possibles investissements lucratifs pour les années à venir.

En effet, la sécurité aux frontières des États-Unis a été une source majeure de revenus pour les entreprises israéliennes.

L'un de ces contrats juteux était celui accordé par l'administration Obama à la société israélienne Elbit Systems. Pour un projet évalué à [145 millions de dollars](#), l'entreprise a fourni du matériel de surveillance et construit des tours le long de la frontière des États-Unis au sud de l'Arizona, avec l'état de Sonora au Mexique.

Elbit a également été grassement rétribué par Boeing en 2006 pour son rôle dans l'initiative « [DHS Strategic Border Initiative](#) ».

[Magal Security System](#), la firme israélienne qui a aidé l'armée israélienne à renforcer le siège de Gaza, est activement impliquée dans l'industrie américaine de la sécurité et a été l'une des premières entreprises à construire le mur pour couper le Mexique des États-Unis.

Les pratiques illégales d'Israël sont maintenant le modèle sur lequel les États-Unis prévoient de s'appuyer pour surveiller les villes, les frontières et définir ses relations avec ses voisins.

Mais le fait est que les murs israéliens [ne sont pas destinés à la défense](#), mais plutôt à annexer les terres palestiniennes et arabes, tout en alimentant ses propres phobies nationales sur les menaces qui l'entoureraient.

Alors que la réaction imprudente et violente des États-Unis aux attentats du 11 septembre 2001 ont nourri les craintes américaines par rapport au reste du monde, les [politiques isolationnistes](#) de Trump ouvrent la voie à d'autres infiltrations israéliennes du gouvernement et de la société américaines.

La preuve de tout ceci peut maintenant être découverte dans les grandes villes américaines, ses différentes frontières et le système de surveillance qui potentiellement peut surveiller chaque citoyen américain.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#).

Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net.

Articles [du même auteur](#).

2 novembre 2017 - Transmis par l'auteur - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah